

Concours : 3<sup>e</sup> Concours ENM

Epreuve : Droit civil / Procédure civile

## CONSIGNES

- Remplir soigneusement, sur CHAQUE feuille officielle, la zone d'identification en MAJUSCULES.
- Ne pas signer la composition et ne pas y apporter de signe distinctif pouvant indiquer sa provenance.
- Numéroté chaque PAGE (cadre en bas à droite de la page) et placer les feuilles dans le bon sens et dans l'ordre.
- Rédiger avec un stylo à encre foncée (bleue ou noire) et ne pas utiliser de stylo plume à encre claire.
- N'effectuer aucun collage ou découpage de la feuille officielle. Ne joindre aucun brouillon.

Cas pratique

Monsieur B et Madame D ont vécu maritalement de 2006 à 2015. De cette union est né un enfant, Nolas, né le 24 août 2009.

Monsieur B et Madame D ont vécu en concubinage de 2006 au 17 mai 2011, date d'enregistrement de leur PACS, avant de se séparer selon dissolution du PACS le 18 mai 2015. Tout au long de leur vie commune Monsieur B et Madame D ont vécu dans un immeuble appartenant à Madame D. Monsieur B a effectué un certain nombre de travaux sur l'immeuble de Madame D, certains pendant l'existence du PACS, d'autres postérieurement à la dissolution du PACS. Monsieur B souhaite être indemnisé des travaux réalisés, ce que Madame D refuse.

① Sur le PACS

Le PACS est un contrat conclu par deux personnes physiques majeures, de sexe différent ou de même sexe, pour organiser leur vie commune (article 515-1 du Code civil).

La conclusion du PACS se fait par déclaration conjointe devant l'officier de l'état civil de la commune dans laquelle elles font leur résidence <sup>commune</sup> ou en cas d'empêchement grâce à la fixation de celle-ci, devant l'officier de l'état civil de la commune où se trouve la résidence de l'une des parties. (art. 515-3 c. civil)



A peine d'irrecevabilité les parties doivent produire une convention entre elles, qu'elles soumettront à l'officier d'état civil. (art. 515-3 al 3 c. civil) qui la leur restituera.

L'officier d'état civil enregistre la déclaration et fait procéder aux formalités de publicité par la mention aux marges des actes de naissance des parties (art. 515-3 al 4 c. civil) (art. 515-3-1 c. civil).

Les partenaires ont la possibilité de faire dresser leur convention par un notaire qui alors procède au recueil de la déclaration conjointe, procède à l'enregistrement et aux formalités de publicité (art. 515-3 al 5 c. civ.)

Les partenaires peuvent en cours de PACS modifier leur convention. Ils devront alors respecter un parallélisme des formes, c'est à dire adresser leur convention modifiée soit à l'officier d'état civil soit au notaire qui a reçu l'acte initial aux fins d'enregistrement (art. 515-3 al 6 c. civ.)

Si le PACS est réalisé à l'étranger par un français les formalités sont assurées par les agents diplomatiques et consulaires français, tout comme une éventuelle modification. (art. 515-3 al 7 c. civ.)

La PACS ne prend effet entre les parties qu'à compter de son enregistrement qui lui confère date certaine (art. 515-3-1 c. civil) et n'est opposable aux tiers qu'à compter de la publication (art. 515-3-1 al 2 c. civil)

Les partenaires s'engagent à une vie commune ainsi qu'à une aide matérielle et une assistance délicate à proportion de leurs facultés respectives sauf convention contraire. (art. 515-4 al 1 c. civil)

Ils sont tenus solidairement à l'égard des tiers des dettes contractées par l'un d'eux pour les besoins de la vie courante sauf dépense manifestement excessive (art. 515-4 al 2 c. civ.)

La solidarité n'a pas lieu pour les achats à tempérament sauf s'ils portent sur des sommes modestes nécessaires aux besoins de la vie courante.

Sauf disposition contraire l'union conserve la liste administrative, la jouissance et la liste de disposition



de ses biens personnels (art 515-5 c. civ.)

Ils restent chacun tenu des dettes personnelles nées avant le PACS ou pendant le PACS sauf acceptation légale (art. 515-5 code civil)

Les biens sur lesquels les partenaires ne peuvent prouver la propriété exclusive sont réputés indivis entre eux pour moitié (art 515-5 al 2 c. civil)

Le principe, sauf accord différent dans la convention de PACS, est l'indivision pour moitié chacun, des biens acquis à compter de l'enregistrement du PACS (art. 515-5-1 c. civ.)

Le PACS se dissout par le mort de l'un des partenaires ou par le mariage de l'un d'eux.

Il se dissout également par déclaration conjointe des partenaires ou décision unilatérale de l'un d'eux. (art 515-7 c. civ.)

Dans ce dernier cas le partenaire qui prend l'initiative de la rupture le signifie à l'autre et adresse une copie de cette signification à l'officier d'état civil ou au notaire.

La dissolution prend effet dans les rapports entre les partenaires à la date de l'enregistrement de la dissolution et vis à vis des tiers à la date de publication.

Enfin, les partenaires procèdent à la liquidation du PACS ou à défaut d'accord saisissent le juge à cette fin. (article 515-7 c. civil.)

## (II) Sur le recours de Monsieur B.

Les travaux réalisés par Monsieur B l'ont été pour partie pendant le PACS et pour partie après.

Concernant les travaux réalisés pendant le PACS, l'article 515-7 du Code civil dispose que les partenaires règlent ensemble la liquidation de leurs droits et obligations résultant du PACS mais, s'ils ne trouvent pas d'accord, ils peuvent saisir le juge.

Concernant les travaux réalisés postérieurement nous étudions les fondements juridiques d'une



telle demande mais un recours est possible.

En tout état de cause il existe un principe directeur et fondamental du droit à l'accès à un juge pour décider d'une prétention, dans les conditions fixées par la loi.

Par conséquent Monsieur B dispose d'un recours

### A) Sur la compétence

Concernant la compétence, il convient de distinguer la compétence matérielle de la compétence territoriale.

#### 1) Sur la compétence matérielle

Il résulte de l'article L211-3 du Code de l'organisation judiciaire que le tribunal judiciaire connaît de toutes les affaires civiles et commerciales pour lesquelles compétence n'est pas attribuée, en raison de la nature de la demande, à une autre juridiction.

En l'espèce, le tribunal judiciaire est a priori compétent.

Par ailleurs, l'article L 213-3 du COJ dispose que le juge aux affaires familiales connaît de la liquidation et du partage des intérêts patrimoniaux des personnes liées par un PACS. (art. L213-3 2° COJ)

Surse, concernant les travaux réalisés pendant l'existence du PACS, le tribunal compétent sera le tribunal judiciaire, plus précisément le JAF.

Par ailleurs, concernant les travaux réalisés postérieurement à la dissolution du PACS, l'article D 212-19-1<sup>du COJ</sup> prévoit, depuis le décret du 30 août 2019, la création de chambres de proximité qui sont compétentes pour les actions personnelles ou mobilières jusqu'à 10.000 €. (Tableau N-11 annexe art. D 212-19-1 COJ)

Concours : 3<sup>e</sup> concours ENM

Epreuve : Droit civil

## CONSIGNES

- Remplir soigneusement, sur CHAQUE feuille officielle, la zone d'identification en MAJUSCULES.
- Ne pas signer la composition et ne pas y apporter de signe distinctif pouvant indiquer sa provenance.
- Numéroté chaque PAGE (cadre en bas à droite de la page) et placer les feuilles dans le bon sens et dans l'ordre.
- Rédiger avec un stylo à encre foncée (bleue ou noire) et ne pas utiliser de stylo plume à encre claire.
- N'effectuer aucun collage ou découpage de la feuille officielle. Ne joindre aucun brouillon.



En l'espèce les travaux dont il est demandé indemnisation sont supérieurs à la somme de 10.000 €.

C'est donc le tribunal judiciaire qui sera, le seul, compétent.

En définitive, le tribunal judiciaire sera compétent et le JAF en particulier qui pourra connaître de l'ensemble des demandes dans un souci de bonne administration de la justice et compte tenu de l'indivisibilité ( ) des demandes, à tout le moins, leur connexité.

## 2) Sur la compétence territoriale

La loi du 30 août 2015 a modifié l'article R 211-11 du CCF qui dispose que les règles relatives à la compétence territoriale sont déterminées par le Code de procédure civile (CPC).

L'article 1070 du CPC dispose que le JAF territorialement compétent est celui du lieu de résidence du parent avec lequel résident habituellement les enfants mineurs en cas de séparation.

En l'espèce, l'enfant mineur du couple réside avec sa mère à Bordeaux.

Par conséquent le JAF compétent sera celui du tribunal judiciaire de Bordeaux.

N°

5/11



## B) Sur les fondements de la demande de Monsieur B.

### 1) Sur les sommes décaissées antérieurement à la dissolution du PACS.

Concernant les sommes décaissées antérieurement à la dissolution du PACS, il convient de faire application des dispositions spécifiques applicables au PACS.

L'article 515-7 du Code civil, dans son alinéa 1<sup>er</sup>, dispose que "sauf convention contraire, les créances dont le partenaire est titulaire l'un envers l'autre sont éteintes selon les règles prévues à l'article 1469 du Code civil."

En l'espèce, Monsieur B estime qu'il a fait des dépenses personnelles pour améliorer un bien qui appartient en propre à Madame D.

Il considère donc qu'il y a eu un appauvrissement de son patrimoine et un enrichissement de celui de Madame D. dans un contexte particulier, celui du PACS. Monsieur B prétend donc disposer d'une créance vis-à-vis de son ancienne partenaire.

L'article 1469 du Code civil dispose que la récompense est en général égale à la plus faible des deux sommes que représentent la dépense faite et le profit subsistant. Elle ne peut être moindre que la dépense faite quand celle-ci était nécessaire.

De la même manière, la récompense ne peut être moindre que le profit subsistant quand le valeur empruntée a servi à améliorer un bien qui se retrouve, au jour de la liquidation, dans le patrimoine emprunteur. (art. 1469 al 3 C. civil.)

En l'espèce, les travaux réalisés antérieurement à la dissolution du PACS sont des travaux de rénovation de la piscine, soit des travaux d'améliora-

-tion. Par ailleurs, les travaux ont été réalisés sur le bien de Madame D, propriétaire en propre.

Par conséquent la récompense ne pourra être moindre que le profit subsistant, évalué par expertise.

Cela étant, l'article 515-7 dernier al. du Code civil dispose que les créances peuvent être compensées avec les avantages que leur titulaire a pu retirer de la vie commune, notamment en ne contribuant pas à hauteur de ses facultés aux dettes contractées pour les besoins de la vie courante.

En l'espèce, l'énoncé indique que Monsieur B invoque la précarité de sa situation, outre le fait qu'il a contribué aux dépenses du couple.

Il conviendra d'apprécier au regard des revenus de Monsieur B si les dépenses qu'il justifie avoir réalisées pour les besoins de la vie courante étaient proportionnelles à ses revenus.

Dans l'affirmative il aura droit à récompense.

2) Sur les dépenses réalisées après la rupture du PACS.

Afin de déterminer le régime applicable, il convient de qualifier la situation juridique des parties.

L'énoncé précisait que M. B avait quitté la maison dès la rupture - Par ailleurs, un conflit existe quant à l'indemnisation de M. B.

Il n'y a donc pas de contact liant les parties. Aussi, la situation relève du délit.



L'article 1300 du Code civil définit les quasi-contrats comme des faits purement volontaires de l'homme dont il résulte un engagement de celui qui en profite sans y avoir droit.

En l'espèce, il n'existe pas de contrat mais un fait volontaire de M. B qui contraint celui qui en a profité, M<sup>me</sup> D.

Il s'agit donc d'un quasi-contrat.

L'article 1303 du Code civil définit l'enrichissement injustifié. Ainsi, "celui qui bénéficie d'un enrichissement injustifié au détriment d'autrui doit, à celui qui s'en trouve appauvri, une indemnité égale à la mesure des deux valeurs de l'enrichissement et de l'appauvrissement."

En l'espèce, Monsieur B prétend avoir fait des travaux qui l'ont appauvri au profit de M<sup>me</sup> D qui s'est enrichie de manière injustifiée.

L'article 1303 du Code civil trouve donc à s'appliquer.

Par conséquent il peut se fonder sur le thème de l'enrichissement injustifié pour justifier sa demande.

A titre subsidiaire, Monsieur B pourrait se fonder sur la responsabilité délictuelle.

A titre liminaire il conviendrait de vérifier l'existence d'un préjudice réparables, c'est à dire certain, direct, personnel et légitime.

En l'espèce, M. B souffre d'un préjudice matériel qui est un préjudice réparables.

L'article 1240 du Code civil envisage la responsabilité délictuelle sous trois conditions : une faute, un préjudice et un lien de causalité.

Ici la question de la faute est délicate dans



Concours : 3<sup>e</sup> concours ENM

Epreuve : Droit civil

## CONSIGNES

- Remplir soigneusement, sur CHAQUE feuille officielle, la zone d'identification en MAJUSCULES.
- Ne pas signer la composition et ne pas y apporter de signe distinctif pouvant indiquer sa provenance.
- Numéroté chaque PAGE (cadre en bas à droite de la page) et placer les feuilles dans le bon sens et dans l'ordre.
- Rédiger avec un stylo à encre foncée (bleue ou noire) et ne pas utiliser de stylo plume à encre claire.
- N'effectuer aucun collage ou découpage de la feuille officielle. Ne joindre aucun brouillon.



Le mot « au » qui se trouve dans l'énoncé ne sert à penser que  
M<sup>me</sup> D. a commis une faute en lien avec le préjudice.  
Par conséquent ce fondement serait inopportun.

(144)

III) les moyens soulevés par Madame D.

A) les moyens de forme.

L'article 122 du Code de procédure civile dispose que  
constitue une fin de non-recevoir tout moyen qui tend  
à faire déclarer l'adversaire inadmissible en sa demande sans  
examen au fond.

A ce titre figure la prescription.

L'article 224 du Code civil dispose que les actions pers-  
onnelles ou mobilières se prescrivent par cinq ans à compter  
du jour où le titulaire d'un droit a connu ou aurait  
du connaître les faits lui permettant de l'exercer.

En l'espèce, les travaux ont été réalisés entre 2011 et  
2016.

Aussi, les travaux réalisés avant 2015 seraient  
prescrits.

Cela étant, l'article 2236 du même code prévoit  
que la prescription ne court pas entre partenaires  
d'un PACS.

N°

9/11



En l'espèce les parties étaient passées.

Par conséquent la demande de M. B n'est pas prescrite.

### B) les moyens de fond

L'article 71 du CPC dispose que constitue une défense au fond tout moyen qui tend à faire rejeter comme non justifiée, après un examen au fond, la prétention de l'adversaire.

En premier lieu, l'article 515-7 du Code civil prévoit que les vécus peuvent être compensés avec les avantages liés de la vie commune notamment en ne contribuant pas aux charges liées à la vie courante.

En l'espèce, M<sup>me</sup> D pourra justifier que les travaux réalisés étaient une contribution en nature aux charges de la vie courante, M. B n'apportant aucun frais de logement et ne participant pas par ailleurs à hauteur de ses revenus.

En deuxième lieu, Madame D pourra, sur le fondement de l'enrichissement injustifié, prouver la vacuité justifiée de l'appauvrissement de M. B, notamment par le fait qu'il s'agissait d'une contribution en nature liée à l'occupation gratuite de la maison.

En troisième lieu,

l'article 893 du Code civil dispose que la libéralité est l'acte par lequel une personne dispose à titre gratuit de tout ou partie de ses biens au profit d'un tiers.

En l'espèce, Madame D pourra justifier de l'intention libérale de M. B.



Enfin, l'article 552 du Code civil prévoit le rachat de l'accession et l'article 557 du même Code qui en cas de travaux fait par un tiers celui-ci peut (...) en exiger la suppression aux frais du tiers.

En l'espèce rien ne nous ait indiqué sur cette volonté de sorte que Madame D m'a pas d'intérêt à souligner cet argument.

X X X X X X X X

Concernant les travaux réalisés postérieurement à la rupture du PACS, M. B pourra également invoquer l'article 555 al 3 du Code civil lequel prévoit que si le propriétaire d'un fonds souhaite conserver la propriété des constructions ou aménagements faits par un tiers avec des matériaux lui appartenant il devra le rembourser soit de la valeur soit de coût des matériaux.

En l'espèce, les aménagements réalisés l'ont été sur le fonds de M<sup>me</sup> A avec les matériaux de M. B.

En conséquence il pourra demander le remboursement,



